

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Annonces diverses

**VOGO**

Société anonyme au capital de 627.895,125 euros  
Siège social : 895 rue de la Vieille Poste, Parc Majoria-Pompignane - Immeuble La Lóna,  
34000 Montpellier  
793 342 866 RCS Montpellier

**AVIS AUX ACTIONNAIRES****Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription par émission d'actions ordinaires nouvelles**

**Objet de l'insertion.** – La présente insertion a pour objet d'informer les actionnaires de la société VOGO (ci-après la « **Société** ») d'une augmentation de capital, par émission d'actions ordinaires nouvelles, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires et admission sur le marché Euronext Growth des droits préférentiels de souscription ainsi que des actions nouvelles.

**Caractéristiques de la Société**

**Dénomination sociale** – La Société a pour dénomination VOGO.

**Forme de la société** – La société est une société anonyme à Conseil d'administration de droit français régie par la réglementation en vigueur et par les statuts.

**Numéros d'identification** – Immatriculation au registre du commerce et des sociétés : 793 342 866 Montpellier – Identifiant SIRET du siège social : 793 342 866 00050.

**Adresse du siège social** – Le siège de la Société est fixé : 895 rue de la Vieille Poste, Parc Majoria-Pompignane - Immeuble La Lóna - 34000 Montpellier.

**Durée** – La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, soit jusqu'au 3 juin 2112, sauf les cas de dissolution anticipée ou prorogation prévus par les statuts.

**Montant du capital social** – Le capital social est fixé à la somme de 627.895,125 euros et est divisé en 5.023.161 actions de 0,125 euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées, toutes de même catégorie.

**Objet social** – La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- La conception, la réalisation, l'édition et la distribution de logiciels ;
- La conception et la vente de systèmes, matériels, dans tous domaines notamment informatiques ;
- Les prestations de recherche et développement, conseil, assistance, expertise, maintenance, formation initiale, formation professionnelle et continue dans les domaines des logiciels et de la communication ;
- Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :
  - la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
  - la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant ces activités ;
  - la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;
  - toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

**Exercice social** – Du 1er janvier au 31 décembre.

**Avantages particuliers stipulés par les statuts au profit de toute autre personne** – Néant

**Forme des actions** – Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, sont librement négociables, sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Les actions non entièrement libérées revêtent obligatoirement la forme nominative.

Elles donnent lieu à une inscription au compte de leur propriétaire et leur cession s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par virement de compte en compte selon les modalités définies par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

**Droits et Obligations attachés aux actions** – Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Les actions et les droits et obligations attachés à ces actions sont indivisibles. Les copropriétaires d'une action indivise sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire unique.

Les héritiers, créanciers, ayant-droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration, ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées des actionnaires.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque les actionnaires qui ne possèdent pas ce nombre feront leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres nécessaires.

**Droit de vote double** – Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans et demi (30 mois) au moins au nom d'un même actionnaire.

Conformément à l'article L. 225-123 alinéa 2 du Code de commerce, ce droit de vote double est également conféré dès leur émission en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficiera de ce droit.

Le transfert d'actions par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas les délais prévus ci-dessus.

Il en est de même, en cas de transfert d'actions par suite d'une fusion ou d'une scission d'une société actionnaire.

**Franchissements de seuils** – Toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, au sens de l'article L. 233-10 du Code de commerce, qui vient à détenir ou cesse de détenir un nombre d'actions représentant une fraction égale à 1%, 2%, 3%, 4%, 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 30%, 33,33%, 50 %, 66,66%, 90% ou 95 % du capital social ou des droits de vote, est tenue d'en informer la Société au plus tard avant la clôture des négociations du quatrième jour de bourse suivant le jour du franchissement du seuil de participation susvisé, en précisant le nombre d'actions et de droits de vote détenus. La personne tenue à l'information prévue ci-dessus précise le nombre de titres qu'elle possède donnant accès à terme au capital ainsi que les droits de vote qui y sont attachés ainsi que toutes autres informations requises par les textes.

En outre, toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir ou cesse de détenir un nombre d'actions représentant une fraction égale à 50 % ou 95 % du capital social ou des droits de vote, est tenue d'en informer l'Autorité des Marchés Financiers au plus tard avant la clôture des négociations du quatrième jour de bourse suivant le jour du franchissement du seuil de participation susvisé, dans les conditions fixées par le règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers.

A défaut d'avoir été déclarées dans les conditions ci-dessus, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote dans les conditions prévues par les dispositions du Code de commerce.

**Assemblées d'actionnaires** – Les décisions des actionnaires sont prises en assemblée générale.

Les assemblées générales ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les Statuts.

Les assemblées générales extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser des modifications des Statuts. Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

**Convocation** – Les assemblées générales sont convoquées dans les conditions et forme prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu suivant les indications figurant dans les avis et les lettres de convocation.

La convocation est faite quinze (15) jours avant la date de l'assemblée soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire, soit par moyen électronique dans les conditions fixées par la loi, soit par un avis inséré dans un Journal d'annonces légales du département du siège social. En cas de convocation par insertion, chaque actionnaire doit également être convoqué par lettre simple ou, sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée.

Lorsqu'une assemblée générale n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de la première et reproduit son ordre du jour. Les modalités de convocation de la deuxième assemblée générale et, le cas échéant, la deuxième assemblée générale prorogée sont régies par les dispositions légales en vigueur.

**Participation aux assemblées - Pouvoirs** – Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits en compte à son nom dans le délai légal.

Tout actionnaire, à défaut d'assister personnellement à l'assemblée générale, peut :

- (i) se faire représenter en donnant procuration à toute personne physique ou morale de son choix, dans les conditions prévues par la loi ou les règlements, ou
- (ii) adresser une procuration à la Société sans indication du mandat, dans les conditions prévues par la loi ou les règlements, ou
- (iii) en votant par correspondance au moyen d'un formulaire dont il peut obtenir l'envoi dans les conditions indiquées par l'avis de convocation à l'Assemblée.

Les personnes morales participent aux Assemblées par leurs représentants légaux ou par toute autre personne dûment et régulièrement habilitée par ces derniers.

Le vote par correspondance s'exerce selon les conditions et modalités fixées par les dispositions législatives et réglementaires. Sur décision du Conseil d'administration mentionnée dans l'avis de réunion et de convocation, les actionnaires peuvent, dans les conditions et délais fixés par les lois et règlements, adresser leur formule de procuration et de vote par correspondance par tous moyens de télécommunication (y compris par voie électronique) permettant leur identification et dont la nature et les conditions sont déterminées par la réglementation en vigueur.

**Tenue des assemblées** Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou, en son absence, par le Vice-Président le plus âgé ou, en l'absence de Vice-Président, par un Administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil d'administration. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

Les deux actionnaires, présents et acceptants, représentant, tant par eux-mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre de voix remplissent les fonctions de scrutateurs. Le bureau ainsi constitué désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des membres de l'assemblée générale.

Tout actionnaire peut, si le Conseil d'administration le permet dans l'avis de réunion et de convocation d'une assemblée générale, participer à l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens électroniques de télécommunication ou de transmission dans les conditions fixées par la législation ou la réglementation en vigueur.

Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et établis sur un registre spécial conformément à la loi. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés dans les conditions fixées par la loi.

**Quorum** – Les Assemblées Générales Ordinaires, Extraordinaires ou Spéciales, statuent dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par la loi.

**Obligations antérieurement émises** – Néant.

**Bilan.** – Le bilan de la Société arrêté au 31 décembre 2023 est publié en annexe.

### **Cadre juridique de l'augmentation de capital**

**Prospectus** – En application des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> 5. a) du règlement européen 2017/1129 (« règlement prospectus ») et des articles L.411-2-1 1<sup>o</sup> du Code monétaire et financier et 211-2 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), la présente émission ne donnera pas lieu à un Prospectus visé par l'AMF, cette dernière représentant moins de 20% du nombre d'actions de même catégorie déjà admises sur le marché Euronext Growth et un total d'offre inférieur à 8 000 000 euros.

**Assemblée générale ayant autorisé l'émission** - L'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire des actionnaires qui s'est tenue le 12 juin 2023 a délégué sa compétence au Conseil d'Administration à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions fixées dans la 10<sup>ème</sup> résolution.

**Décision du Conseil d'Administration de faire usage de la délégation conférée par l'Assemblée Générale pour procéder à l'émission** – En vertu de la délégation de compétence qui lui a été conférée par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire visée ci-dessus, le Conseil d'Administration de la Société, lors de sa séance du 4 avril 2024, a décidé du principe de l'augmentation de capital et a délégué au Président Directeur Général tous pouvoirs pour y procéder. Le Président Directeur Général, par décision du 10 avril 2024, a décidé de procéder à l'émission d'Actions Nouvelles avec maintien du droit préférentiel de souscription, dans les conditions et modalités présentées ci-après.

### **Caractéristiques et modalités de souscription des Actions Nouvelles.**

**Nombre d'actions nouvelles à émettre** – Le nombre total d'actions nouvelles à émettre (collectivement les « **Actions Nouvelles** » et individuellement une « **Action Nouvelle** ») s'élève à 1.255.790 (avant clause d'extension) soit une augmentation de capital de 156.973,75 euros hors prime d'émission.

Ce nombre d'Actions Nouvelles a été déterminé en considération du nombre d'actions actuellement émises par la Société (soit 5.023.161 actions).

**Faculté d'extension.** – En fonction de l'importance de la demande, la Société se réserve la faculté d'exercer la clause d'extension, dans la limite de 15,00 % du montant initial de l'émission, soit un produit d'émission de 5.073.391,60 euros pouvant être porté à 5.834.398,32 euros afin de servir tout ou partie des ordres de souscription à titre réductible et à titre libre. Ainsi, le nombre initial de 1.255.790 actions nouvelles pourrait être augmenté de 188.368 actions nouvelles supplémentaires, pour porter le nombre total d'actions à émettre à un maximum de 1.444.158 actions.

**Prix de souscription.** — Le prix de souscription a été fixé à 4,04 € par Action Nouvelle, soit 0,125 euro de valeur nominale et 3,915 euros de prime d'émission représentant une décote de 17,21 % par rapport au cours de clôture du 9 avril 2024 (4,88 €), jour précédant la fixation du prix de l'émission par le Président Directeur Général et une décote de 15,00 % par rapport à la moyenne pondérée des volumes des trois séances de bourse précédant la fixation du prix de l'émission par le Président Directeur Général (4,65 €).

**Dates d'ouverture et de clôture de la souscription.** — du 18 avril 2024 au 2 mai 2024.

**Souscription à titre irréductible.** — La souscription des Actions Nouvelles est réservée, par préférence, aux porteurs d'actions existantes enregistrées comptablement sur leurs compte-titres à l'issue de la journée précédant la date d'ouverture de la période de souscription et aux cessionnaires de droits préférentiels de souscription (DPS).

Les titulaires de droits préférentiels de souscription pourront souscrire à titre irréductible, à raison de 1 Action Nouvelle pour 4 actions existantes possédées, soit 4 DPS qui permettront de souscrire à 1 Action Nouvelle, sans qu'il soit tenu compte des fractions.

Les droits préférentiels de souscription ne pourront être exercés qu'à concurrence d'un nombre de DPS permettant la souscription d'un nombre entier d'Actions Nouvelles. Les actionnaires ou cessionnaires de DPS qui ne posséderaient pas, au titre de la souscription à titre irréductible, un nombre suffisant d'actions existantes ou de DPS pour obtenir un nombre entier d'Actions Nouvelles, devront faire leur affaire de l'acquisition ou de la cession sur le marché du nombre de DPS permettant d'atteindre le multiple conduisant à un nombre entier d'Actions Nouvelles.

Il est précisé à titre indicatif que la Société détient, au 31 mars 2024, 27.172 de ses propres actions.

**Souscription à titre réductible.** — Il est institué, au profit des actionnaires, un droit préférentiel de souscription (DPS) à titre réductible aux Actions Nouvelles qui s'exercera proportionnellement à leurs droits et dans la limite de leurs demandes.

En même temps qu'ils déposeront leurs souscriptions à titre irréductible, les actionnaires ou les cessionnaires de DPS pourront souscrire à titre réductible le nombre d'Actions Nouvelles qu'ils souhaiteront, en sus du nombre d'Actions Nouvelles résultant de l'exercice de leurs droits préférentiels de souscription à titre irréductible.

Les Actions Nouvelles éventuellement non absorbées par les souscriptions à titre irréductible seront réparties et attribuées aux souscripteurs à titre réductible. Les ordres de souscription à titre réductible seront servis dans la limite de leurs demandes et au prorata du nombre d'actions existantes dont les droits auront été utilisés à l'appui de leur souscription à titre irréductible, sans qu'il puisse en résulter une attribution de fraction d'Action Nouvelle. Au cas où un même souscripteur présenterait plusieurs souscriptions distinctes, le nombre d'Actions Nouvelles lui revenant à titre réductible ne sera calculé sur l'ensemble de ses DPS que s'il en fait expressément la demande spéciale par écrit, au plus tard le jour de la clôture de la souscription. Cette demande devra être jointe à l'une des souscriptions et donner toutes les indications utiles au regroupement des droits, en précisant le nombre de souscriptions établies ainsi que le ou les intermédiaires habilités auprès desquels ces souscriptions auront été déposées.

Les souscriptions au nom de souscripteurs distincts ne peuvent être regroupées pour obtenir des Actions Nouvelles à titre réductible.

Un avis publié dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social de la société et par Euronext fera connaître, le cas échéant, le barème de répartition pour les souscriptions à titre réductible.

**Exercice du droit préférentiel de souscription.** — Pour exercer leurs droits préférentiels de souscription (DPS), les titulaires devront en faire la demande auprès de leur intermédiaire financier habilité, à tout moment pendant la durée de la période de souscription, soit entre le 18 avril 2024 et le 2 mai 2024 inclus et payer le prix de souscription correspondant.

Chaque souscription devra être accompagnée du paiement du prix de souscription par versement d'espèces. Les souscriptions qui n'auront pas été intégralement libérées seront annulées de plein droit sans qu'il soit besoin de mise en demeure.

Le droit préférentiel de souscription devra être exercé par ses bénéficiaires, sous peine de déchéance, avant l'expiration de la période de souscription.

Le droit préférentiel de souscription sera négociable du 16 avril 2024 au 29 avril 2024 inclus, dans les mêmes conditions que les actions anciennes.

Le cédant du droit préférentiel de souscription s'en trouvera dessaisi au profit du cessionnaire qui, pour l'exercice du droit préférentiel de souscription ainsi acquis, se trouvera purement et simplement substitué dans tous les droits et obligations du propriétaire de l'action existante.

Les droits préférentiels de souscription non exercés à la clôture de la période de souscription seront caducs de plein droit.

**Cotation du droit préférentiel de souscription.** — A l'issue de la séance de Bourse du 15 avril 2024, les actionnaires de VOGO recevront 1 DPS pour chaque action détenue (soit au total 5.023.161 DPS émis). Chaque actionnaire détenant 4 DPS (et des multiples de ce nombre) pourra souscrire à 1 Action Nouvelle (et des multiples de ce nombre) au prix unitaire de 4,04 euros.

Ils seront cotés et négociés sur Euronext Growth, sous le code ISIN FR001400PFL3 du 16 avril 2024 au 29 avril 2024 inclus. A défaut de souscription ou de cession de ces DPS, ils deviendront caducs à l'issue de la période de souscription et leur valeur sera nulle.

**Demandes de souscription à titre libre.** — En sus de la possibilité de souscrire à titre irréductible et réductible suivant les conditions et modalités précisées ci-avant, toute personne physique ou morale, détenant ou non des droits préférentiels de souscription, pourra souscrire à la présente augmentation de capital à titre libre.

Les personnes désirant souscrire à titre libre devront faire parvenir leur demande auprès de leur intermédiaire financier habilité à tout moment durant la période de souscription et payer le prix de souscription correspondant. Conformément aux dispositions de l'article L.225-134 du Code de commerce, les souscriptions à titre libre ne seront prises en compte que si les souscriptions à titre irréductible et à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, étant précisé que le Président-Directeur Général, suivant subdélégation du Conseil d'Administration, disposera de la faculté de répartir librement les actions non souscrites, en totalité ou en partie, entre les personnes (actionnaires ou tiers) de son choix ayant effectué des demandes de souscriptions à titre libre.

**Droits préférentiels de souscription détachés des actions auto-détenues par la Société.** — En application de l'article L. 225-206 du Code de commerce, VOGO ne peut souscrire à ses propres actions. Les droits préférentiels de souscription détachés des actions auto-détenues de la Société au 16 avril 2024 seront cédés sur le marché avant la fin de leur période de négociation dans les conditions de l'article L. 225-210 du Code de commerce.

**Limitation de l'augmentation de capital.** — Dans le cas où les souscriptions tant à titre irréductible qu'à titre réductible n'auraient pas absorbé la totalité de l'émission, le Président-Directeur Général, suivant subdélégation du Conseil d'Administration pourra limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions reçues, conformément à l'article L. 225-134 du Code de commerce, à la condition que celui-ci atteigne au moins 75% du montant de l'émission décidée.

**Établissements domiciliataires. — Versements des souscriptions.** — Les souscriptions des Actions Nouvelles et les versements des fonds par les souscripteurs, dont les titres sont inscrits sous la forme nominative administrée ou au porteur, seront reçus jusqu'à la date de clôture de la période de souscription incluse auprès de leur intermédiaire habilité agissant en leur nom et pour leur compte.

Les souscriptions et versements des souscripteurs dont les actions sont inscrites sous la forme nominative pure seront reçus sans frais auprès du Crédit Industriel et Commercial (CIC).

Les Actions Nouvelles seront à libérer intégralement lors de leur souscription, par versement en espèces, pour la totalité de la valeur nominale et de la prime d'émission, étant précisé que le montant de la prime d'émission versée sera inscrit au passif du bilan dans un compte spécial « Prime d'émission » sur lequel porteront les droits des actionnaires anciens et nouveaux.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés chez Crédit Industriel et Commercial (CIC), qui établira le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital.

Les souscriptions pour lesquelles les versements n'auraient pas été effectués seront annulées de plein droit sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.

**Restrictions de placement** — La vente des Actions Nouvelles et des droits préférentiels de souscription peuvent, dans certains pays, faire l'objet d'une réglementation spécifique.

**Garantie** — L'offre ne fera pas l'objet d'une garantie de bonne fin, au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce. Le début des négociations sur le titre n'interviendra donc qu'à l'issue des opérations de règlement livraison et après délivrance du certificat du dépositaire.

**Intentions de souscription** — ABEO détenant 19,25% du capital de la Société a manifesté l'intention de souscrire à titre irréductible pour un montant maximum de 966.853 euros et à titre libre pour un montant maximum d'environ 1,406 million d'euros. La souscription à titre libre servira notamment à l'atteinte du seuil de réussite de 75% de l'opération. Par ailleurs, le Président Directeur Général de VOGO, des managers de VOGO ainsi que de nouveaux investisseurs, dont des sportifs renommés tels qu'Aurélien Tchouaméni (Footballeur international français, Real de Madrid), Achraf Hakimi (Footballeur international marocain, PSG), Raphaël Varane (Footballeur international français, Manchester United), François Trinh-Duc (Joueur international français de rugby à XV) et Alain Bernard (Champion Olympique de natation), directement ou via leurs family offices, se sont également engagés à souscrire à titre irréductible à hauteur d'un montant total d'environ 1,383 million d'euros.

Ces intentions représentent plus de 75 % de l'augmentation de capital envisagée.

La Société n'a pas connaissance des intentions de ses autres actionnaires.

**Jouissance** — Les actions nouvelles porteront jouissance courante et seront assimilables aux actions existantes de la Société.

**Place et date de cotation.** — Les actions nouvelles feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur le marché Euronext Growth le 13 mai 2024. Elles seront immédiatement assimilées aux actions existantes de la

Société déjà négociées sur le marché Euronext Growth et négociables, à compter de cette date, sur la même ligne de cotation que ces actions sous le même code ISIN FR0011532225 – mnémo ALVGO.

Selon le calendrier indicatif de l'augmentation de capital, la date de livraison prévue des actions nouvelles est prévue le 13 mai 2024.

*Pour VOGO*

*Le Président Directeur Général - Monsieur Christophe CARNIEL*



## Annexe : Bilan de la Société au 31 décembre 2023

E-CFO		SA VOGO			Page : 2	
Bilan Actif						
Etat exprimé en euros		31/12/2023			31/12/2022	
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net	
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)					
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
	Frais d'établissement					
	Frais de développement					
	Concessions brevets droits similaires		4 195 438	2 950 010	1 245 428	856 167
	Fonds commercial (1)		3 642 705		3 642 705	3 642 705
	Autres immobilisations incorporelles		2 077 593		2 077 593	1 697 028
	Avances et acomptes					
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
	Terrains					
	Constructions					
	Installations techniques,mat. et outillage indus.		728 353	372 685	355 668	482 486
	Autres immobilisations corporelles		750 657	426 361	324 296	364 817
	Immobilisations en cours					
	Avances et acomptes					
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
	Participations évaluées selon mise en équival.					
	Autres participations		4 937 504	3 185 017	1 752 487	1 545 702
	Créances rattachées à des participations					(3 185)
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres immobilisations financières		319 832		319 832	321 434
	TOTAL (II)		16 652 081	6 934 073	9 718 008	8 907 153
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS					
	Matières premières, approvisionnements		2 897 030		2 897 030	2 140 079
	En-cours de production de biens					
	En-cours de production de services					
	Produits intermédiaires et finis		1 724 313		1 724 313	829 993
	Marchandises					
	Avances et Acomptes versés sur commandes		54 351		54 351	55 290
	CREANCES (3)					
	Créances clients et comptes rattachés		2 721 833	28 991	2 692 842	2 776 178
	Autres créances		3 135 111	35 476	3 099 635	1 915 815
	Capital souscrit appelé, non versé					
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT		200 000		200 000	333 000
COMPTES DE REGULARISATION	DISPONIBILITES		872 531		872 531	1 874 569
	Charges constatées d'avance		13 859		13 859	62 158
	TOTAL (III)		11 619 028	64 467	11 554 561	9 987 082
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)					
	Primes de remboursement des obligations (V)					
Ecarts de conversion actif (VI)		134 899		134 899	29 163	
TOTAL ACTIF (I à VI)		28 406 008	6 998 540	21 407 467	18 923 398	
(1) dont droit au bail						
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an				319 832	321 434	
(3) dont créances à plus d'un an						

E-CFO		SA VOGO	Page : 6
<b>Bilan Passif</b>			
Etat exprimé en euros		31/12/2023	31/12/2022
<b>Capitaux Propres</b>	Capital social ou individuel	623 558	511 262
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	22 179 614	17 374 419
	Ecart de réévaluation		
	<b>RESERVES</b>		
	Réserve légale	624	624
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	11 863	11 863
	Report à nouveau	(11 313 259)	(10 667 754)
	<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>(1 180 517)</b>	<b>(645 505)</b>
<b>Autres fonds propres</b>	Subventions d'investissement	180 517	200 790
	Provisions réglementées		
	<b>Total des capitaux propres</b>	<b>10 502 400</b>	<b>6 785 700</b>
<b>Autres fonds propres</b>	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées	166 667	270 868
<b>Provisions</b>	<b>Total des autres fonds propres</b>	<b>166 667</b>	<b>270 868</b>
	Provisions pour risques	203 210	126 348
	Provisions pour charges		
	<b>Total des provisions</b>	<b>203 210</b>	<b>126 348</b>
<b>DETTES (1)</b>	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	6 035 723	6 656 357
	Emprunts et dettes financières divers (3)	40 264	120 264
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	68 232	231 671
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 966 079	2 920 589
	Dettes fiscales et sociales	1 031 389	1 457 819
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		166 667
	Autres dettes	366 317	142 533
	Produits constatés d'avance (1)	19 003	38 956
	<b>Total des dettes</b>	<b>10 527 007</b>	<b>11 734 854</b>
	Ecart de conversion passif	8 183	5 628
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>21 407 467</b>	<b>18 923 398</b>
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(1 180 517,25)	(645 504,90)
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		10 458 775	7 402 101
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			967 291
(3) Dont emprunts participatifs			